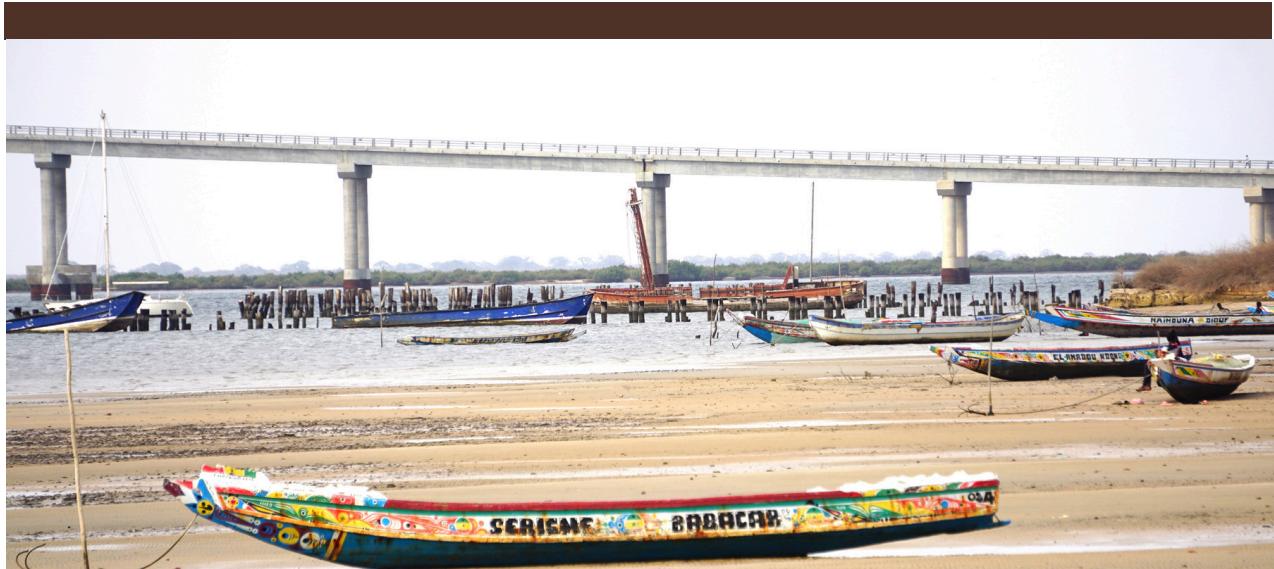




Centre de Recherche et d'Action sur les Droits
Économiques Sociaux et Culturels

Newsletter
Juillet – Septembre 2025



Pont Nelson Mandela de Foudiougne dans le Delta du Saloum

FAIRE DU DELTA DU SALOUM UN ESPACE OÙ LES RESSOURCES NATURELLES ET HUMAINES SONT PRÉSERVÉES ET VALORISÉES DURABLEMENT

Un échange sud-sud pour renforcer la compréhension des impacts de l'exploitation du pétrole sur l'environnement

Bien que l'exploitation du pétrole soit déjà en cours au Sénégal, de nombreuses personnes demeurent mal informées sur les dommages qu'elle peut causer. Pour inverser la tendance, le CRADESC, en partenariat avec HOMEF et la Fondation ETF, a organisé en juillet une visite d'échange au Nigéria au profit de leaders communautaires du Delta du Saloum, dans un contexte de l'exploitation du champ pétrolier de Sangomar par Woodside depuis Juin 2024.



Site du projet de restauration des terres dégradées par l'exploitation du pétrole, Eleme, Etat de Rivers. Photo : Juillet 2025

Cette visite qui s'inscrit dans une dynamique de partage d'expériences sud-sud a permis aux participants de constater de visu les dommages causés par l'exploitation du pétrole, comme la contamination des cours d'eau et des sources d'eau potable. Elle a renforcé leurs capacités à mieux comprendre les impacts de l'extraction pétrolière et à développer des stratégies collectives de résilience et de plaidoyer.



Point d'eau dont la nappe phréatique a été polluée par le pétrole, Eleme, Etat de Rivers. Photo : Juillet 2025

“ J'ai été envahie par un sentiment de peur. J'ai eu peur pour mon Delta.”

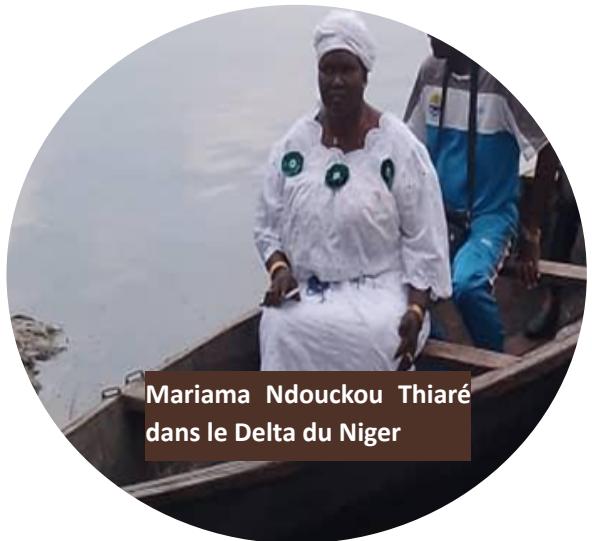
Mariama Ndouckou Thiaré, 3e adjointe au maire de Dioossong, alerte sur les dangers du pétrole. Pollution, maladies, pauvreté, infertilité... Elle témoigne des désastres causés par le pétrole et appelle à la vigilance pour le Delta du Saloum.

[Vidéo: Récit Mariama N. Thiaré](#)



La délégation reçue par le Roi du royaume d'Eleme

La délégation du CRADESC a rencontré des associations de femmes et des ONG locales, avant d'être reçue par le Roi du royaume d'Eleme, dans l'État de Rivers.



Mariama Ndouckou Thiaré
dans le Delta du Niger

Fleuve Sakpege dans le village Kegbara-Dere du royaume de Gokana

Le notable lui a prodigué de précieux conseils et l'a encouragée à poursuivre ses actions de sensibilisation auprès des communautés sur les standards et normes internationaux en matière d'exploitation des hydrocarbures; en particulier le respect du consentement communautaire, et à renforcer la lutte pour la préservation de l'environnement du Delta du Saloum.

REFORCER LES CAPACITÉS EN PLAIDOYER ET COMMUNICATION POUR UN DELTA DU SALOUM RÉSILIENT FACE AUX DÉFIS DE L'EXPLOITATION DU PÉTROLE



Atelier de formation des acteurs locaux engagés dans la lutte contre l'exploitation du pétrole sur les techniques de plaidoyer - Foundiougne, 8 juillet 2025.

Ford Foundation

Les communautés du Delta du Saloum viennent de franchir une étape cruciale dans leur lutte pour la justice climatique et la défense de leur écosystème. Face aux menaces de l'exploitation pétrolière et du changement climatique, elles se sont mobilisées, les 8 et 9 juillet 2025 à Foundiougne, pour renforcer leurs capacités en plaidoyer et en communication stratégique. Armées de nouveaux outils par le CRADESC en partenariat avec Ford Foundation et ETF, elles sont désormais mieux préparées à protéger leurs ressources naturelles et à exiger des politiques publiques responsables.

L'exploitation des hydrocarbures avec ses corollaires comme la pollution marine, la raréfaction des ressources halieutiques, le changement climatique, ainsi que les inégalités dans l'accès aux marchés et aux infrastructures de transformation, fragilisent considérablement les communautés.

En particulier, les pêcheurs et les femmes transformatrices, qui jouent un rôle central dans la chaîne de valeur halieutique, sont souvent marginalisés en matière d'accès à la formation, au financement, aux équipements et aux réseaux de commercialisation.



Atelier de Planification de la stratégie de communication du comité de pilotage chargé de coordonner et dynamiser les initiatives de développement durable du Delta du Saloum - Foundiougne, 8 juillet 2025

Le président du Comité de Pilotage (COPIL), Mame Diégane DIOUE (vidéo) a confié que les outils mis à leur disposition ne sont pas de simples instruments techniques, mais de véritables leviers de transformation. Ils constituent un appui essentiel pour renforcer les capacités des communautés locales, leur permettre de mieux comprendre les enjeux liés à l'exploitation des ressources naturelles et au changement climatique, et surtout de se positionner comme des acteurs de premier plan dans la défense de leur environnement. Au nom de l'ensemble des participants, qui ont salué la qualité des deux sessions, il a exprimé sa gratitude au CRADESC et lui a renouvelé sa confiance ainsi que celle de toutes les communautés du Delta du Saloum.

Delta du Saloum: Une coopérative apicole voit le jour pour préserver les ressources naturelles et renforcer la résilience locale



Vidéo Le Delta du Saloum vers une expansion de la filière miel - CRADESC

Sous l'impulsion du CRADESC, les apiculteurs des communes de Diossong, Sokone et Toubacouta, situées dans le Delta du Saloum, se sont constitués en coopérative en juillet dernier.

Cette initiative qui s'inscrit dans le cadre de la valorisation des ressources locales marque une étape décisive pour structurer et dynamiser la filière miel et contribuer à la création de revenus durables.

C'est une initiative qui vient à point nommé selon Moussa MANE (vidéo), élu président de la coopérative pour une durée de trois ans. Il voit à travers la mise en place de cette nouvelle structure une opportunité pour avoir la situation de référence.

“

Nous travaillons dans l'apiculture depuis bien longtemps. Mais, chacun restait dans son coin. Nous travaillons de manière dispersée. La coopérative va nous permettre de faire l'état des lieux de la production de miel dans le Delta du Saloum afin de savoir les ressources disponibles, qui fait quoi et avec quels moyens, quelles connaissances et quels partenaires».



Moussa Mané président de la coopérative apicole nouvellement créée sous l'égide du CRADESC

En effet, il y a une énorme dispersion dans les pratiques, les acteurs et les circuits de commercialisation, ce qui limite la visibilité et la compétitivité de la filière miel dans la région. Avec l'appui du CRADESC, la coopérative entend non seulement mutualiser les efforts et renforcer les capacités des apiculteurs, mais aussi positionner le miel de mangrove du Delta du Saloum comme un produit local de qualité et respectueux de l'environnement.

LE CRADESC PLAIDE POUR UNE JUSTICE CLIMATIQUE INCLUSIVE LORS DE LA TABLE RONDE OUEST-AFRICAINE À ABUJA



La Directrice exécutive du CRADESC, Dr Fatima DIALLO, et le responsable de Programme Justice climatique et Transition énergétique, Dr Ousmane BALDE

Le 15 juillet 2025, à la Fondation Shehu Musa Yar'Adua d'Abuja, des spécialistes des questions climatiques se sont réunis lors d'une table ronde marquée par des échanges intenses et des engagements forts en faveur de la justice climatique en Afrique de l'Ouest.

Le CRADESC y a pris part activement, plaident pour un dialogue franc et inclusif, fondé sur le respect des droits humains et la participation des communautés à la base dans la construction d'une justice climatique régionale. Ses interventions ont enrichi les débats sur les effets du changement climatique et les défis liés à la justice environnementale sur le continent, où les conséquences des dérèglements climatiques se traduisent par de véritables drames humains.

La table ronde a abordé également l'exploitation des hydrocarbures dont les externalités négatives portent atteinte aux droits élémentaires des communautés. Les experts ont dans le même sillage échangé sur l'économie verte, l'hydrogène vert, l'économie bleue et l'hydrogène bleu.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Mieux comprendre pour mieux informer



Transition énergétique : les journalistes outillés pour mieux traiter le sujet

Plus d'une quarantaine de journalistes des médias nationaux et étrangers ont bénéficié d'une session de renforcement de capacités sur la transition énergétique juste, le 3 Juillet à la Maison de la presse, Babacar TOURE, à Dakar. Au cours de cette journée riche en enseignements et échanges d'expériences, les professionnels des médias ont approfondi leurs connaissances sur les enjeux et les concepts clés de la transition énergétique et les politiques publiques mises en œuvre par l'Etat du Sénégal pour promouvoir les énergies renouvelables.

Les bénéficiaires, membres et représentants de l'Association des Journalistes pour la Transparence dans les Ressources Extractives et la Préservation de l'Environnement (AJTREPE), de l'Union des Radios Associatives et Communautaires (URAC), de l'Initiative Nationale des Journalistes contre le Plomb (INJCP), de la presse internationale, des étudiants inscrits au Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI), ont tous magnifié l'initiative et demandé encore plus d'ateliers de renforcement de capacités et une collaboration étroite avec les experts.



Vidéo Interview Pr Mamadou NDIAYE Directeur du CESTI

Le Pr Mamadou NDIAYE, Directeur du CESTI, partenaire du CRADESC dans l'organisation de cette rencontre, a articulé son intervention sur le rôle de sentinelle que joue le journaliste dans la mise en œuvre de politiques publiques justes tout en soulignant l'importance accordée à la sensibilisation dans la formation des journalistes et dans l'action citoyenne.

M Sambou BIAGUI, Directeur de La Maison de la presse, également partenaire dans l'organisation de cette activité, a souligné le rôle important du journaliste dans l'information des populations.

Cette session de renforcement de capacités des journalistes est organisée dans le cadre du projet de Renforcement de Capacités des Acteurs Non Étatiques (RECANE), soutenu par African Climate Foundation, pour la mise en œuvre du Partenariat pour une Transition Énergétique Juste (JETP) au Sénégal.

Les défis et perspectives de la transition énergétique pour le Delta du Saloum au cœur d'un forum communautaire pour une appropriation sociale du processus



Forum du Delta du Saloum

La région de Fatick a accueilli, le 18 Juillet, le forum communautaire du Delta du Saloum pour l'appropriation sociale du JETP au Sénégal dans le cadre de la mise en œuvre du projet RECANE.

Ce forum est le deuxième du genre, après celui de Saint-Louis, à réunir plusieurs acteurs de développement évoluant dans les secteurs de la pêche, de l'agriculture, de l'élevage, de l'apiculture, de l'ostréiculture, de la société civile locale, des médias communautaires, des collectivités territoriales, des services techniques déconcentrés, y compris des universitaires, des étudiants et chercheurs locaux pour discuter des défis et perspectives de la transition énergétique juste pour leur terroir.

Il a ainsi favorisé l'appropriation sociale du processus de transition énergétique juste à travers un dialogue inclusif et participatif et renforcé la participation des acteurs locaux aux mécanismes de gouvernance de la transition énergétique.



Vidéo première adjointe au maire de Fatick

La première adjointe au maire de Fatick, Ndéye Aida DIOUF, pour qui l'information des communautés est essentielle, a salué l'initiative du CRADESC.

A l'issue de la rencontre, les communautés ont exprimé un ensemble de besoins pour une transition énergétique juste et inclusive sous forme de déclaration (voir la vidéo). Parmi leurs attentes figurent l'inclusion sociale et l'équité, l'accès à l'information et aux financements verts, le soutien aux services énergétiques en milieu rural.



Discours Dr Fatima DIALLO.

Enfin pour la Directrice exécutive du CRADESC, le JETP est une opportunité unique pour corriger les erreurs du passé où les grands projets ont ignoré les communautés, dégradé les écosystèmes et creusé les inégalités.



LE CRADESC ACCUEILLE FAVORABLEMENT LA LOI D'ACCÈS À L'INFORMATION QUI VA FACILITER LA RÉALISATION DES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DES CITOYENS

L'Assemblée nationale a franchi une nouvelle étape significative dans ses efforts pour consolider la transparence et la bonne gouvernance. Les députés ont adopté, le 26 août, le projet de loi sur l'accès à l'information visant à promouvoir la transparence, la bonne gouvernance, l'Etat de droit et la démocratie.

Cette adoption, longtemps portée par le plaidoyer du CRADESC, représente une avancée déterminante pour le Sénégal et, plus largement, pour l'Afrique. En effet, l'accès à l'information demeure un défi majeur pour les citoyens, les journalistes, les chercheurs et l'ensemble des acteurs qui peinent encore à obtenir, utiliser et partager librement les informations détenues par les institutions publiques ou privées.

La réforme introduit d'autres avancées telles que la création de la Commission d'accès à l'information, l'instauration d'un régime de sanctions à l'encontre des assujettis en cas de manquement à leurs obligations. Cependant, selon Le Soleil.sn, il prévoit des exclusions claires pour les informations protégées par le secret (défense nationale, enquête, judiciaire, médical, industriel et commercial, délibérations gouvernementales).

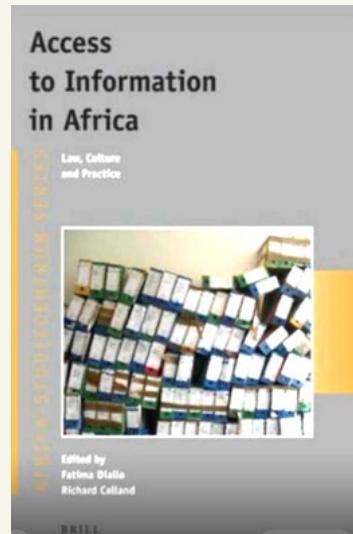
Il en va de même pour toute information dont la divulgation pourrait nuire à la politique étrangère ou à la sécurité publique. Quant aux données à caractère personnel, leur accès est soumis à des conditions strictes afin de protéger la vie privée des individus.

Le Sénégal rejoint ainsi les pays comme le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Kenya qui ont adopté ou enclenché le processus d'adoption d'une loi générale sur l'accès à l'information.

« En Afrique, le renforcement de la démocratie passera nécessairement par un accès des citoyens, inclus les journalistes, à l'information pour assurer la participation politique, la redevabilité et la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels pour tous » estime la Directrice exécutive, Dr Fatima DIALLO.

Elle fait partie des juristes et praticiens Africains qui ont édité, en 2013, le tout premier ouvrage consacré à l'accès à l'information en Afrique, fruit d'un plaidoyer entamé dans les années 2010.

Le CRADESC encourage les autorités Sénégaliennes et tous les pays africains à poursuivre les efforts en faveur de l'ouverture des données et du respect du droit à l'information. Il reste engagé à accompagner ce processus et à veiller à ce que l'accès à l'information devienne une réalité quotidienne pour toutes et tous.



Suivez nous sur
Facebook X Linkedin Youtube Instagram